

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 14 MARS 1929

Rapport des Commissions de l'Intérieur et de l'Hygiène et des Sciences et des Arts, chargées de l'examen de la proposition de loi levant l'incompatibilité entre les fonctions de professeurs aux Universités de l'Etat et les fonctions de membres des Chambres législatives.

(Voir les nos 45 et 70 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER et DERBAIX, présidents ; BRAUN, CUELENAER, DELEY, le baron DE MÉVIUS, le baron DE MOFFARTS, DIGNEFFE, LEKEU, MATAGNE, M^{me} SPAAK, MM. VAN FLETEREN, VAN ROOSBROECK, VERMEYLEN, le vicomte Adrien VILAIN XIII et LIGY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

MM. Digneffe, Vermeylen et baron de Moffarts proposent que, par dérogation à l'article 238 du Code électoral, les professeurs des Universités de l'Etat, soient éligibles comme membres des Chambres législatives, sans être obligés de résigner leurs fonctions.

Ce n'est pas la première fois que pareille proposition est soumise au Parlement.

En 1919, M. Woeste, d'une part, MM. Mabile et Hanssens, d'autre part, demandaient à la Chambre des Représentants de lever au profit des professeurs des Universités de l'Etat, l'incompatibilité établie par l'article 238 du Code électoral. (*Doc. parl.*, session de 1918-1919, pp. 558-560.)

En 1921, l'honorable M. Woeste représenta sa proposition que la dissolution des Chambres avait frappée de caducité (*Doc. parl.*, session de 1921-1922, pp. 392-394). Cette fois encore, la dissolution des Chambres rendit vaine la tentative de l'éminent Représentant.

Enfin, à l'occasion de l'examen du

projet de loi modifiant les articles 10, 14 et 15 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat, la Section centrale de la Chambre des Représentants proposa, à l'unanimité de ses membres, de permettre aux professeurs des Universités de l'Etat d'être élus membres des Chambres législatives en gardant leurs fonctions de professeurs (*Doc. parl.*, session de 1927-1928, n° 279).

En septembre 1919, la Section centrale de la Chambre des Représentants avait, par 3 voix contre 3, rejeté la proposition de l'honorable M. Woeste et celle des honorables MM. Mabile et Janssens; le 8 juin 1922, la proposition de l'honorable M. Woeste fut adoptée, en Section centrale, à l'unanimité des membres présents (*Doc. parl.*, session de 1918-1919, p. 1467 et session de 1921-1922, p. 421, 2^e série).

Le 19 septembre 1928, la Chambre des Représentants s'est ralliée à la proposition de la Section centrale (*Ann. parl.*, session de 1927-1928, p. 2483); mais la Commission des Sciences et des Arts du Sénat a cru devoir disjoindre du projet voté par la Chambre des Représentants

sentants la disposition relative à l'incompatibilité pour ne pas amalgamer, dans une même loi, des dispositions visant des objets essentiellement différents les uns des autres.

C'est dans ces conditions que fut formulé la proposition que les Commissions réunies de l'Intérieur et des Sciences et Arts ont eu à examiner.

Il ne sera pas inutile de préciser la question à résoudre.

Trois dispositions de loi sont en cause.

C'est, d'abord, l'article 36 de la Constitution qui dispose ce qui suit :

« Le membre de l'une des deux Chambres nommé par le Gouvernement à toute autre fonction salariée que celle de ministre et qui l'accepte, cesse immédiatement de siéger et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection. »

C'est, ensuite, l'article 238 du Code électoral ainsi conçu :

« Les membres des Chambres ne peuvent être en même temps fonctionnaire ou employé salarié de l'Etat, ministre des cultes rétribué par l'Etat, avocat en titre des administrations publiques, agent du caissier de l'Etat ou commissaire du Gouvernement auprès d'une société anonyme.

» Les candidats élus dans ces conditions ne sont admis à la prestation du serment qu'après avoir résigné leurs emplois ou fonctions.

» Il est fait exception pour les ministres.

» Il est fait de même exception, en ce qui concerne les sénateurs à désigner par le Sénat, pour les professeurs des Universités de l'Etat. »

C'est, enfin, l'article 239 du Code électoral dont voici le texte :

« Les membres des Chambres ne peuvent être nommés à des fonctions salariées par l'Etat qu'une année au moins après la cessation de leur mandat.

» Sont exceptées les fonctions de

ministre, d'agent diplomatique et de gouverneur ou de greffier de province.

Sont exceptées de même, en ce qui concerne les sénateurs désignés par le Sénat, les fonctions de professeur des Universités de l'Etat. »

Signalons à l'attention du Sénat que les dispositions des articles 36 de la Constitution et 238 du Code électoral sont bien distinctes et dans leurs effets et par les motifs qui les ont inspirés. En réalité, l'article 36 de la Constitution ne formule pas d'incompatibilité. Le Congrès national a seulement voulu que les électeurs se prononcent sur l'acte de leur mandataire acceptant du Gouvernement un emploi salarié et manifestent soit leur désaveu, soit leur approbation de sa conduite. (Rapport de M. Raikem.)

Si le membre des Chambres se trouvant dans le cas prévu par l'article 36 de la Constitution sort vainqueur du scrutin auquel il est soumis, il peut sans entraves cumuler avec l'exercice de son mandat parlementaire les fonctions salariées qui lui ont été confiées par le Gouvernement.

L'article 238 du Code électoral a une portée toute différente.

Il établit une incompatibilité absolue, radicale, entre l'exercice d'un mandat parlementaire et les fonctions qu'il énumère.

L'Exposé des motifs du projet de loi qui a introduit ce texte dans notre législation énonce que celui-ci a pour but de faire cesser les inconvénients résultant du cumul du mandat parlementaire avec des fonctions salariées, d'assurer tout à la fois la pratique sincère du régime représentatif et l'intérêt bien entendu de l'administration.

Il est à remarquer, aussi, que l'article 36 de la Constitution prévoit la nomination à des fonctions rétribuées par l'Etat de membre des assemblées législatives au cours de leur mandat électif, tandis que l'article 238 de la loi électorale se réfère à l'élection comme membres des Chambres législatives de

certaines catégories de personnes qu'il énumère.

Cette différence entre les deux situations mérite d'être soulignée.

Il conviendra, d'autre part, de ne point perdre de vue l'article 239 du Code électoral pour le mettre en harmonie, s'il était utile, avec la solution qui interviendra sur la proposition des honorables MM. Digneffe et consorts.

Ces honorables membres ont, dans l'Exposé des motifs de leur proposition, émis l'avis, assurément fondé, que l'admission au Parlement de membres du corps enseignant des Universités de l'Etat généralement recrutés parmi les sommités de la science, en Belgique, serait de nature à renforcer devant l'opinion publique l'autorité et le prestige du Parlement.

Avec raison, néanmoins, ils limitent, au profit des seuls professeurs, pourvus d'une toge, l'exception à consacrer, écartant ainsi les chargés de cours, les assistants, les agrégés et toutes autres individualités du personnel enseignant, qui, dans la suite de leur carrière, pourraient encore avoir à attendre de leur ministre un avancement quelconque.

A bon droit, ils désirent que l'indépendance des membres des Chambres vis-à-vis du Gouvernement reste entière.

Les membres de vos Commissions se sont unanimement ralliés à l'opinion des honorables auteurs de la proposition de loi.

Déjà, en 1876, l'honorable M. Thonissen, dans son ouvrage : *La Constitution belge annotée*, avait critiqué la sévérité de la loi électorale. Page 143, n° 188, il écrivait :

« Cette disposition (l'article 36 de la Constitution), a été considérablement étendue par la loi du 26 mai 1848 sur les incompatibilités parlementaires, reproduite dans le texte du Code électoral du 26 mai 1872.

» Le Congrès national n'avait pas interdit d'une manière absolue l'accès des fonctions publiques aux membres

de la représentation nationale. Adoptant le système, qui, en 1706, avait été introduit en Angleterre, il s'était contenté d'établir le principe que ceux qui étaient nommés à des fonctions publiques, après leur entrée aux Chambres, devaient se soumettre à la réélection.

» La loi citée, en prononçant l'exclusion absolue des fonctionnaires publics, a peut-être dépassé les bornes de la modération et de la prudence. Ecarter des Chambres tous les fonctionnaires sans exception, c'est priver le Parlement des lumières et de l'expérience d'hommes qui, par une longue et intelligente pratique des emplois administratifs, se trouvent plus que personne, en état d'élucider une multitude de questions spéciales qui sont rarement à la portée des lutteurs politiques. »

Il convient, certainement, d'être prudent dans la suppression des incompatibilités, créées par le Code électoral.

Ainsi que le rappelle l'honorable M. Carton de Wiart, dans le rapport très documenté qu'il déposa en séance de la Chambre des Représentants du 20 juillet 1928 (*Doc. n° 279*), « l'incompatibilité des fonctions salariées par l'Etat avec un mandat parlementaire se justifie par le souci d'assurer l'indépendance des membres du Parlement vis-à-vis du Gouvernement et par le désir de ne pas enlever à leurs fonctions, au risque d'y porter préjudice, ceux qui en sont investis ».

Mais, l'on doit admettre avec l'honorable Ministre, « que l'on conçoit mal que le Gouvernement puisse exercer une pression morale sur un professeur d'université » et que, d'autre part, il ne sera pas difficile « de régler les heures de cours de ce professeur de telle sorte que ses activités parlementaires ne nuisent pas à son rôle de professeur ».

Il serait d'autant moins opportun de repousser la proposition soumise au Sénat que la loi du 24 octobre 1921 a déjà levé l'incompatibilité en ce qui concerne les sénateurs à désigner par

le Sénat et que nul inconvénient n'est résulté de cette mesure.

Aussi, est-ce à l'unanimité des membres des Commissions réunies que le principe de la proposition a été admis. Toutefois, les Commissions ont l'honneur de soumettre à l'approbation de la Haute Assemblée un texte qui soit en harmonie avec celui des alinéas 3 et 4 de l'article 238 et qui serait le suivant :

« L'alinéa 4 de l'article 238 du Code électoral est modifié comme suit :

» Il est fait de même exception pour les professeurs ordinaires et extraordinaires des Universités de l'Etat. »

Reste à rechercher si la modification à apporter à l'alinéa 4 de l'article 238 du Code électoral ne doit pas entraîner un changement au paragraphe 3 de l'article 239 du même Code.

Le Sénat se souviendra que la loi du 16 février 1924 a décidé que les sénateurs, désignés par le Sénat, peuvent, au cours de leur mandat législatif, être nommés aux fonctions de professeur d'une Université de l'Etat.

La mesure était analogue à celle qu'avait édictée la loi du 24 octobre 1921 pour les professeurs des Universités, élus par le Sénat membres de la Haute Assemblée.

Nécessairement, les sénateurs, nommés professeurs, au cours de leur mandat législatif, sont soumis à réélection, ainsi que le prescrit l'article 36 de la Constitution.

Faut-il, de même, si le Sénat décide que les professeurs des Universités de l'Etat seront éligibles comme membres du Parlement, admettre que les membres des Chambres puissent, au cours de leur mandat législatif, sous réserve d'être soumis à réélection, comme l'ordonne l'article 36 de la Constitution, être nommés professeurs ordinaires ou extraordinaires aux Universités de l'Etat ?

Vos Commissions ne sont pas de cet avis.

S'il est vrai, comme l'écrivait dans

son rapport sur le projet de loi, qui devint la loi du 16 février 1924, l'honorable M. Ryckmans (*Doc. parl. du Sénat*, session de 1923-1924, p. 123, n° 35), « que personne n'a songé que le choix, comme professeur, d'un sénateur coopté, indiqué par son savoir et son expérience, peut être dicté par des préoccupations autres que le bon recrutement d'un corps professoral nouveau », la situation n'est pas la même, lorsqu'il ne s'agit plus de constituer un corps professoral tout nouveau et que l'exception doit porter sur les membres de la Législature élus par le corps électoral et par conséquent soumis à toutes les exigences de la politique du moment.

Sans doute, le sénateur ou le représentant, nommé professeur d'Université, cesserait de siéger et ne prendrait son mandat électif qu'après une nouvelle élection. (Voir le rapport de l'honorable M. Pouillet, *Doc. parl. de la Chambre*, session de 1923-1924, p. 507, n° 125.)

Mais, s'il n'y a nul inconvénient à demander au Sénat un vote nouveau pour un sénateur coopté nommé professeur, combien différente est la situation des membres de la législature élus par le corps électoral général.

Remarquons, tout d'abord, que l'article 267 du Code électoral mettra, dans la plupart des cas, un obstacle dirimant à la réélection du membre de la Législature qui serait nommé professeur. Aux termes de cette disposition légale, en effet, c'est un suppléant de la liste à laquelle appartenait l'élu nommé professeur qui remplacerait ce dernier. Sa nomination entraînerait par le fait même son éloignement du Parlement.

Observons, ensuite, qu'en admettant qu'une élection, en l'absence de suppléants, soit à prévoir, il est vraisemblable que, dans la plupart des cas, l'élection partielle qui aurait lieu à la majorité absolue des suffrages et nullement d'après les règles de la représentation proportionnelle, aurait un résultat tout différent de ceux obtenus lors de

l'élection générale, viciant donc la volonté régulièrement manifestée à cette occasion par le corps électoral et exposant à un échec certain autant qu'immérité le professeur soumis à réélection.

Il ne serait pas prudent de susciter pareilles éventualités.

Divers membres ont, enfin, émis l'avis qu'il importe de ne pas porter atteinte, sans nécessité démontrée, au principe salubre que la loi de 1848 a inscrit dans la législation de notre pays.

A l'unanimité des membres présents, vos Commissions ont l'honneur de prier le Sénat de voter la proposition de loi, telle qu'elle est amendée ci-dessus.

Les Présidents,
Vicomte P. BERRYER,
DERBAIX.

Le Rapporteur,
A. LIGY.

**Amendement présenté par la
Commission.**

—
ARTICLE UNIQUE.

L'alinéa 4 de l'article 238 du Code électoral est modifié comme suit :

« Il est fait de même exception pour les professeurs ordinaires et extraordinaires des Universités de l'Etat. »

**Amendement door de Commissie
voorgesteld.**

—
EENIG ARTIKEL.

Lid 4 van artikel 238 van het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Eveneens wordt uitzondering gemaakt voor de gewone en buitengewone hoogleeraren aan de Rijksuniversiteiten. »

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 14 MAART 1929.

Verslag uit naam van de Commissie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en van Kunsten en Wetenschappen, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot opheffing van de onvereinbaarheid tusschen het ambt van professor bij de Rijksuniversiteiten en dit van lid der Wetgevende Kamers.

(Zie de n^{rs} 45 en 70 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER en DERBAIX, voorzitters; BRAUN, CUELENAERE, DELEY, BARON DE MÉVIUS, BARON DE MOFFARTS, DIGNEFFE, LEKEU, MATAGNE, MEV. SPAAK, de heeren VAN FLETEREN, VAN ROOSBROECK, VERMEYLEN, Burggraaf Adrien VILAIN XIII en LIGY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De heeren Digneffe, Vermeylen en Baron de Moffarts stellen voor dat, met afwijking van artikel 238 van het Kieswetboek, de professoren bij de Rijksuniversiteiten tot leden der Wetgevende Kamers kunnen worden verkozen zonder verplicht te zijn van hun ambt afstand te doen.

Het is niet de eerste maal dat dergelijk voorstel bij het Parlement aanhangig wordt gemaakt.

In 1919 verzocht de heer Woeste, van zijnen kant, en de heeren Mabilie en Hanssens, van den hunne, de Kamer der Volksvertegenwoordigers ten behoeve der professoren bij de Rijkuniversiteiten, de onvereinbaarheid op te heffen voorzien bij artikel 238 van het Kieswetboek. (*Gedr. St.*, zitting 1918-1919, blz. 558-560.)

In 1921 diende de heer Woeste andermaal zijn voorstel in dat wegens de Kamerontbinding vervallen was. (*Gedr. Stukken*, zitting 1921-1922, blz. 392-394.) Ditmaal nog kwam de Kamer-

ontbinding de poging van het uitstekend kamerlid verijdelen.

Bij de behandeling van het wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 10, 14 en 15 der wet van 15 Juli 1849 tot inrichting van het op Staatskosten gegeven hooger onderwijs, stelde de Middenafdeeling eensgezind voor aan de professoren bij de Rijksuniversiteiten, die tot leden der Wetgevende Kamers werden verkozen, hun ambt van professor te behouden. (*Gedr. Stukken*, zitting 1927-1928, n^r 279.)

In September 1919 had de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, met 3 tegen 3 stemmen, het voorstel van den heer Woeste verworpen, alsook dit van de heeren Mabilie en Janssens; op 8 Juni 1922, werd het voorstel van den heer Woeste in de Middenafdeeling eensgezind aangenomen. (*Gedr. Stukken*, zitting van 1918-1919, blz. 1467 en zitting 1921-1922, blz. 431, 2^e reeks.)

Op 19 September 1928, sloot de Kamer der Volksvertegenwoordigers zich bij het voorstel der Middenafdeeling aan (*Handelingen*; zitting 1927-1928, blz. 2483); doch de Commissie van

Kunsten en Wetenschappen van den Senaat heeft gemeend, uit den door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen tekst de bepaling te moeten lichten betreffende de onvereinbaarheid, om in een zelfde wet geen bepalingen te lassen die zoo uiteenlopend zijn.

In die omstandigheden ontstond het voorstel waarover de vereenigde Commissiën van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en van Kunsten en Wetenschappen uitspraak hadden te doen.

Het zal niet overbodig zijn het op te lossen vraagstuk nader te omschrijven.

Drie wetsbepalingen zijn hierbij betrokken.

Vooreerst artikel 36 van de Grondwet, dat luidt als volgt :

« Het lid van een van beide Kamers, dat door de Regeering benoemd wordt tot een ander bezoldigd ambt dan dat van minister, en dat de benoeming aanneemt, houdt onmiddellijk op zitting te hebben en aanvaardt eerst weder zijn waardigheid na opnieuw te zijn gekozen.»

Vervolgens komt artikel 238 van het Kieswetboek, luidende :

« De leden van de Kamers kunnen niet terzelder tijd bezoldigd Rijksambtenaar of -beambte, noch door het Rijk bezoldigd bedienaar van een eeredienst, noch vast advocaat der openbare besturen, noch agent van den Staatskassier, noch Rijkscommissaris bij een naamlooze vennootschap zijn.

» De onder deze voorwaarden verkozen candidaten worden eerst tot de eedaflegging toegelaten, nadat zij hun ambt of bediening hebben neergelegd.

» Voor de Ministers wordt uitzondering gemaakt.

» Er wordt eveneens, wat de door den Senaat aan te wijzen senatoren betreft, voor de hoogleeraren der Rijksuniversiteiten uitzondering gemaakt. »

Ten slotte hebben wij artikel 239 van het Kieswetboek, dat luidt als volgt :

« De leden der Kamers kunnen maar

minstens één jaar na het verstrijken van hun mandaat tot een bezoldigd Rijksambt benoemd worden.

« De ambten van minister, van diplomatiek ambtenaar en van provinciegouverneur of -griffier zijn hiervan uitgezonderd.

» Er wordt eveneens uitzondering gemaakt voor het ambt van hoogleeraar aan de Rijksuniversiteiten, wat betreft de door den Senaat aangewezen senatoren. »

Vestigen wij de aandacht van den Senaat op het feit dat de bepalingen van de artikelen 36 van de Grondwet en 238 van het Kieswetboek volkomen verschillend zijn en in hunne uitwerkselen en wegens de redenen die ze hebben ingegeven. In werkelijkheid behelst artikel 36 van de Grondwet geen onvereinbaarheid. Het Nationaal Congres heeft enkel gewild dat de kiezers uitspraak doen over de daad van hun mandataris, die van de Regeering een bezoldigde betrekking aanneemt, en hetzij hun afkeuring, hetzij hun goedkeuring van zijn gedrag te kennen geven. (Verslag van den heer Raikem.)

Indien het lid van de Kamers, dat verkeert in het geval voorzien bij artikel 36 van de Grondwet, zegevierend uit de stemming komt waaraan hij wordt onderworpen, dan mag hij zonder bezwaar de bezoldigde betrekking, hem door de Regeering toevertrouwd, cumuleeren met de uitoefening van zijn parlementair mandaat.

Gansch anders is de beteekenis van artikel 238 van het Kieswetboek.

Het voorziet een volstrekte en grondige onvereinbaarheid tusschen de uitoefening van een parlementair mandaat en de betrekkingen die bij dit artikel worden opgesomd.

De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp waarbij deze tekst in onze wetgeving wordt gelascht, duidt aan dat deze tekst voor doel heeft een einde te stellen aan de bezwaren verbonden aan het cumuleeren van het parlementair mandaat met bezoldigde betrekkingen,

alsmede tevens de oprechte uitoefening van het stelsel van vertegenwoordiging en het welbegrepen belang van het beheer.

Op te merken valt ook dat artikel 36 der Grondwet de benoeming voorziet tot ambten door den Staat bezoldigd, van leden der Wetgevende Vergaderingen in den loop van hun mandaat, terwijl artikel 238 van de kieswet betrekking heeft op de verkiezing, tot leden van de Wetgevende Kamers, van zekere reeksen personen die bij dit artikel worden opgesomd. Dit verschil tusschen beide toestanden verdient te worden vermeld.

Anderdeels mag niet uit het oog worden verloren artikel 239 van het Kieswetboek, om het zoo noodig aan te passen aan de oplossing die zal worden getroffen inzake het voorstel van de heeren Digneffe c. s.

Deze geachte leden hebben in de toelichting van hun voorstel het stellig geground advies uitgedrukt dat de opnemng in het Parlement van leden van het leeraarskorps der Staatshoogeschole, die doorgaans worden aangeworven onder de keur der Belgische wetenschap, zou van aard zijn in de oogen van de openbare meening het gezag en het prestige van het Parlement te versterken.

Overigens beperken zij terecht tot die leden van het universitair leeraarskorps die met een toga zijn bekleed, de in te voeren uitzondering en zij weren aldus de docenten, de assistenten, de geaggregeerden en alle andere leden van het onderwijzend personeel, die in hunne verdere loopbaan van hun Minister nog eenigerlei bevordering te verwachten hebben.

Terecht wenschen zij dat de onafhankelijkheid van de leden der Kamers tegenover de Regeering volledig blijve.

De leden uwer Commissiën hebben zich eenparig aangesloten bij de meening der geachte indieners van het wetsvoorstel.

Reeds in 1876 had de heer Thonissen,

in zijn werk: *La Constitution belge annotée*, de strakheid der kieswet beknibbeld. Op bladzijde 143, n^r 188, schreef hij het volgende:

« Deze bepaling (art. 36 der Grondwet) werd merkkelijk uitgebreid door de wet van 26 Mei 1848 op de parlementaire onvereinbaarheden, overgenomen in den tekst van het Kieswetboek van 26 Mei 1872.

» Het Nationaal Congrès had niet volstrekt den toegang der openbare ambten ontzegt aan de leden der nationale vertegenwoordiging. Het nam het stelsel aan, dat in 1706 in Engeland werd ingevoerd, en stelde zich ermede tevreden het beginsel aan te nemen dat zij die tot openbare ambten werden benoemd, na tot leden van de Kamers te zijn verkozen geworden, zich aan een nieuwe verkiezing moesten onderwerpen.

» De aangehaalde wet, met de volstrekte uitsluiting der openbare ambtenaren uit te spreken, is misschien de perken der matigheid en der voorzichtigheid te buiten gegaan. Met uit de Kamers te weren al de ambtenaren zonder onderscheid, berooft men het Parlement van het licht en de ervaring van personen die door eene lange en verstandige practijk der administratieve betrekkingen meer dan anderen in staat zijn tal van bijzondere vraagstukken op te helderen, die zelden binnen het bereik der politieke strijders liggen. »

Men moet zich zeker en vast omzichtig toonen in het afschaffen der onvereinbaarheden door het Kieswetboek voorzien.

Zooals de heer Carton de Wiart bevoegt in het zeer gedocumenteerd verslag dat hij op 20 Juli 1928 (stuk n^r 279) in de Kamer ter tafel heeft gelegd « is de onvereinbaarheid van de door den Staat bezoldigde ambten met een parlementair mandaat te verklaren door het verlangen de onafhankelijkheid te verzekeren van de Parlementsleden te

genover de Regeering en diegenen, die met een ambt zijn bekleed, niet daaraan te onttrekken op gevaar af dit ambt te schaden ».

Maar men moet met den geachten Minister aannemen dat « men moeilijk kan begrijpen dat de Regeering zedelijke dwang kunne uitoefenen op een hoogeschoolleeraar », en dat het anderdeels niet zal moeilijk zijn « de lesuren van dezen leeraar derwijze te regelen dat zijne parlementaire bezigheden zijn ambt van leeraar niet schaden. »

Het ware des te minder gepast het aan den Senaat voorgelegde voorstel af te wijzen daar de wet van 24 October 1921 reeds de onvereinbaarheid heeft opgeheven voor de door den Senaat te benoemen Senatoren en daar deze maatregel tot geenerlei bezwaar aanleiding heeft gegeven.

Het beginsel van het voorstel werd dan ook eenparig door de vereenigde Commissiën aangenomen. Nochtans hebben de Commissiën de eer aan de goedkeuring van de Hooge Vergadering een tekst voor te leggen in harmonie met de alinea's 3 en 4 van artikel 238 en die zou luiden :

Alinea 4 van artikel 238 van het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Er wordt eveneens uitzondering gemaakt voor de gewone en buitengewone hoogleeraren bij de Rijksuniversiteiten ».

Dan blijft nog na te gaan of de wijziging aan alinea 4 van artikel 238 toe te brengen, niet een wijziging moet naslepen van lid 3 van artikel 239.

De Senaat zal zich herinneren dat de wet van 16 Februari 1924 besloten heeft dat de senatoren, door den Senaat aan te wijzen, tijdens hun wetgevend mandaat kunnen benoemd worden in het ambt van hoogleeraar bij een Rijksuniversiteit.

Een gelijkaardige maatregel werd uitgevaardigd bij de wet van 24 October 1921 voor de hoogleeraren bij de Rijks-

universiteiten, door den Senaat tot lid van de Hooge Vergadering verkozen.

De senatoren, tot hoogleeraar benoemd tijdens hun wetgevend mandaat, zijn onvermijdelijk aan herkiezing onderworpen, zooals artikel 36 van de Grondwet het voorschrijft.

Moet men eveneens aannemen, indien de Senaat beslist dat de hoogleeraren bij de Rijksuniversiteiten verkiesbaar zijn tot Parlements lid, dat de leden der Kamers tijdens hun wetgevend mandaat, mits aan herkiezing onderworpen te worden, zooals artikel 36 der Grondwet het voorschrijft, kunnen benoemd worden tot gewone of buitengewone hoogleeraren bij de Rijksuniversiteiten?

Uwe Commissiën zijn niet die meening toegeedaan.

Indien het waar is, zooals de geachte heer Ryckmans het schreef in zijn verslag over het wetsontwerp dat de wet van 16 Februari 1924 is geworden (*Gedr. Stuk.*, Senaat, 1923-1924, n^o 35), « dat niemand er aan denkt dat de keuze tot hoogleeraar van een gecoöpteerd senator, aangewezen door kennis en ondervinding, kan ingegeven worden door andere bekommelingen dan deze van een degelijke aanwerving van een nieuw professorenkorps », dan is de toestand niet dezelfde indien het niet meer gaat over de samenstelling van een heel nieuw professorenkorps en dat de uitzondering moet slaan op de leden van het Parlement verkozen door het kiezerskorps en derhalve onderworpen aan al de vereischten van de politiek van den dag.

Gewis zou de senator of volksvertegenwoordiger tot hoogleeraar benoemd, ophouden te zetelen en zou hij zijn wetgevend mandaat slechts overnemen na een nieuwe verkiezing. (Zie verslag van den heer Poulet, *Gedr. Stuk. Kamer*, 1923-1924, n^o 125.)

Waar er echter geen bezwaar is aan den Senaat een nieuwe stemming te vragen voor een gecoöpteerd senator tot hoogleeraar benoemd, hoe verschillend

is de toestand niet voor de leden van de wetgeving door het algemeen kiezerskorps verkozen ?

Laten wij vooreerst opmerken dat artikel 267 van het Kieswetboek in de meeste gevallen een overheerschend bezwaar zal stellen tegen de herkiezing van het Parlementslid tot hoogleeraar benoemd. Naar luid van deze wettelijke beschikking zou inderdaad een plaatsvervanger van de lijst waartoe de tot hoogleeraar benoemde behoorde, dezen laatste moeten vervangen. Zijn benoeming zou dus *ipso facto* zijn verwijdering van het Parlement naslepen.

Merken wij vervolgens op dat, in de veronderstelling dat een verkiezing bij gebrek aan plaatsvervangers te voorzien is, het waarschijnlijk is dat in de meeste gevallen de gedeeltelijke verkiezing welke zou plaats hebben bij volstrekte meerderheid der stemmen en geenszins volgens de regelen van de evenredige vertegenwoordiging, een heel anderen uitslag zou hebben dan deze verkregen bij de algemeene verkiezing,

zoodat de regelmatig bij deze gelegenheid door het kiezerskorps uitgedrukten wil zou vervalscht worden en de hoogleeraar blootgesteld aan een even stellige als onverdiende nederlaag.

Het ware niet voorzichtig dergelijke gebeurlijkheden te verwekken. Verschillende leden hebben ten slotte de meening uitgedrukt dat zonder bewezen noodzakelijkheid geen afbreuk moet gedaan worden aan het heilzaam beginsel door de wet van 1848 in de wetgeving van ons land ingeschreven.

De aanwezige leden van de Commissie hebben eenparig de eer den Senaat te verzoeken het wetsvoorstel aan te nemen zooals het hierboven werd gemaendeerd.

De Voorzitters,
Burggraaf P. BERRYER,
DERBAIX.

De Verslaggever,
A. LIGY.

**Amendement présenté par la
Commission.**

—
ARTICLE UNIQUE.

L'alinéa 4 de l'article 238 du Code électoral est modifié comme suit :

« Il est fait de même exception pour les professeurs ordinaires et extraordinaires des Universités de l'Etat. »

**Amendement door de Commissie
voorgesteld.**

—
EENIG ARTIKEL.

Lid 4 van artikel 238 van het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Eveneens wordt uitzondering gemaakt voor de gewone en buitengewone hoogleeraren aan de Rijksuniversiteiten. »